MASTER
NEGATIVE
NO. 95-82500-10

Author:
Labordère, Marcel

Title:
Autour de la crise américaine de 1907...

Place:
[Paris]

Date:
[1908]

95-82500-10
MASTER NEGATIVE #

COLUMBIA UNIVERSITY LIBRARIES
PRESERVATION DIVISION

BIBLIOGRAPHIC MICROFORM TARGET

ORIGINAL MATERIAL AS FILMED - EXISTING BIBLIOGRAPHIC RECORD

Labordère, Marcel
... Autour de la crise américaine de 1907; ou, Capitaux-réels et capitaux-apparents ... [par] Marcel Labordère ... [Paris,] Imp. Paul Brodard, 1908.
cover-title, 31 p. 28cm.

"Étude parue dans la Revue de Paris n° du 1er février 1908 (sauf quelques variantes)"

RESTRICTIONS ON USE:

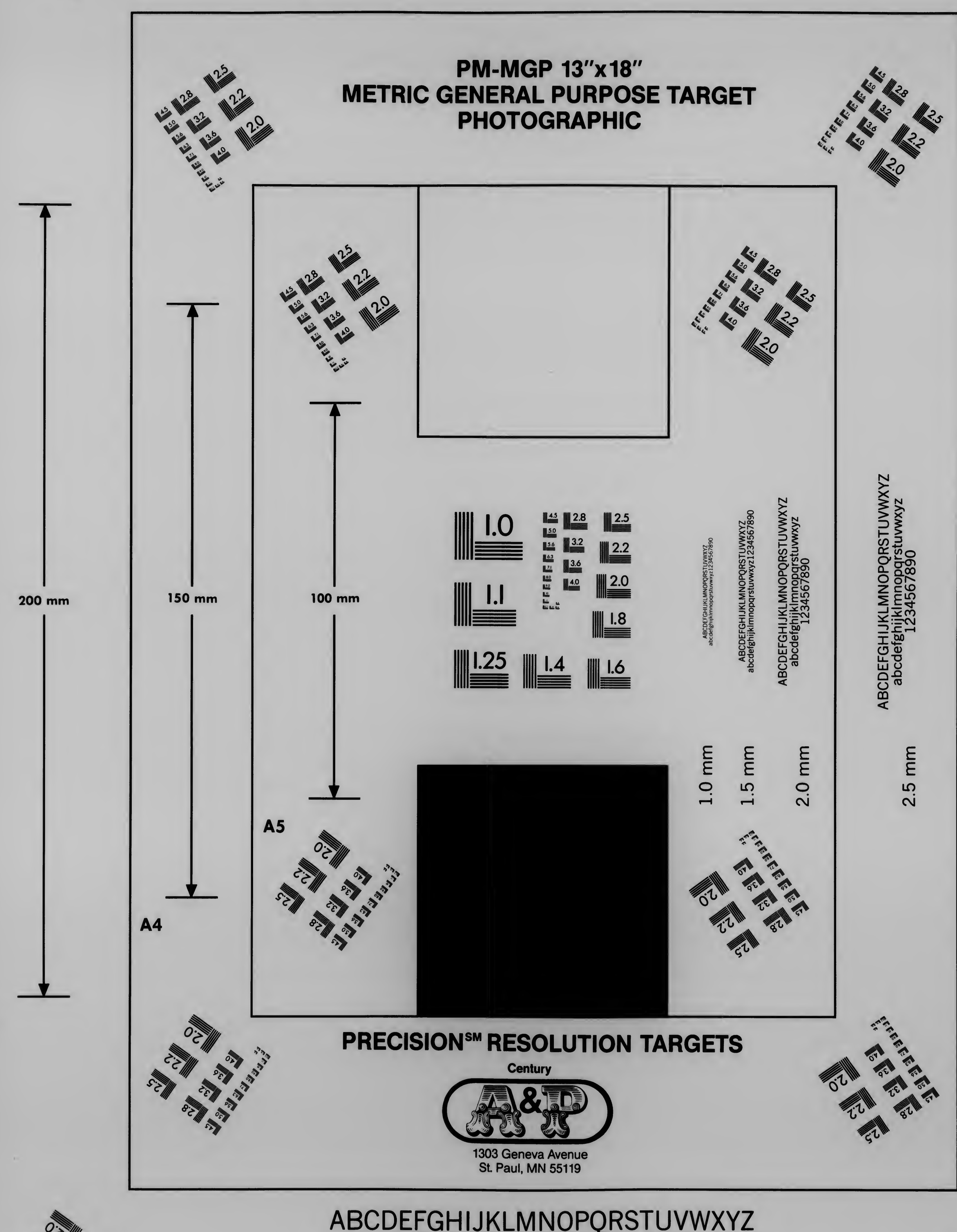
TECHNICAL MICROFORM DATA

FILM SIZE: 35mm REDUCTION RATIO: 12:1 IMAGE PLACEMENT: IA (IIA) IB IIB

DATE FILMED: 6/5/95 INITIALS: M.R.

TRACKING # : MSH 05771

FILMED BY PRESERVATION RESOURCES, BETHLEHEM, PA.



2.0 mm
ABCDEFGHIJKLMNOPQRSTUVWXYZ
abcdefghijklmnopqrstuvwxyz1234567890
1.5 mm
ABCDEFGHIJKLMNOPQRSTUVWXYZ
abcdefghijklmnopqrstuvwxyz1234567890
PM-MGP 13"x18"
METRIC GENERAL PURPOSE TARGET
PHOTOGRAPHIC
200 mm
150 mm
100 mm
A5
A4
A3
1.0 mm
1.5 mm
2.0 mm
2.5 mm
ABCDEFGHIJKLMNOPQRSTUVWXYZ
abcdefghijklmnopqrstuvwxyz
1234567890
PRECISION℠ RESOLUTION TARGETS
Century
A&P
1303 Geneva Avenue
St. Paul, MN 55119
4.5 mm
ABCDEFGHIJKLMNOPQRSTUVWXYZ
abcdefghijklmnopqrstuvwxyz
1234567890
3.5 mm
ABCDEFGHIJKLMNOPQRSTUVWXYZ
abcdefghijklmnopqrstuvwxyz1234567890

LABORDÈRE, MARCEL

CRISE AMÉRICAINE DE 1907 ON CAPITAUX-RÉELS ET CAPITAUX APPARENTS.

Prix : 0,75

Autour de la

Crise Américaine de 1907

ou

Capitaux-réels

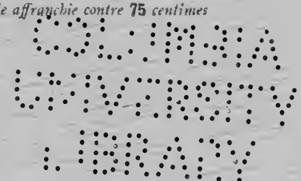
et

Capitaux-apparents

ÉTUDE PARUE DANS LA REVUE DE PARIS Nº DU 1er FÉVRIER 1908
(SAUF QUELQUES VARIANTES)

MARCEL LABORDÈRE

EN VENTE :
Messageries de Journaux, 5, rue du Croissant, PARIS
Envoi franco sur demande affranchie contre 75 centimes



AUTOUR

DE LA CRISE AMÉRICAINE DE 1907[1]

OU

Capitaux-réels
et
Capitaux-apparents

Les observateurs superficiels, le public, n'apercevaient à l'horizon que des signes favorables. En quelques mois, il fut souscrit aux États-Unis pour quatre à cinq milliards de francs de titres nouveaux. Puis, brusquement, la Bourse de New-York subit en mars 1907 une baisse terrifiante qui se renouvela en août et continuait encore. Aux États-Unis, les banques ont beaucoup de titres, de prêts sur titres dans leur portefeuille; elles devaient donc être touchées : cependant, rien n'apparaissait à la surface.

Vers le milieu d'octobre, il circula de mauvais bruits sur une banque de New-York, appelée « Knickerbocker Trust », ayant plus de 300 millions de francs de dépôts répartis entre 21 000 déposants. Les déposants se précipitèrent pour retirer leurs dépôts; le 22 octobre, les guichets de la banque se fermèrent : elle était en faillite.

Il fut avéré que les administrateurs avaient employé une partie des fonds de la banque dans des affaires détestables qui leur étaient personnelles.

1. Cette étude a paru sauf quelques variantes dans la *Revue de Paris* du 1er février 1908.

Au même moment, il circula de mauvais bruits sur une autre banque de New-York, la « Trust Company of America », avec plus de 200 millions de francs de dépôts, et les déposants d'accourir. La banque fut sauvée par un syndicat de banquiers newyorkais, également désireux de la sauver dans l'intérêt général de la place, c'est-à-dire dans leur propre intérêt, et d'acquérir à bas prix une partie de son portefeuille-titres. La banque vendit, en effet, en bloc à ce syndicat une partie de son portefeuille-titres, toucha le prix en espèces et put faire face aux retraits. Elle maintint ses guichets ouverts ou plutôt entr'ouverts, car elle ne laissa jamais filtrer les espèces qu'avec une extrême lenteur. Mais enfin elle payait.

Les administrateurs furent convaincus d'avoir immobilisé la plus grande partie de l'actif de la banque dans des entreprises d'ailleurs sérieuses.

Alors, d'un bout à l'autre des États-Unis, le public comprit que les banques, tantôt le plus souvent par simple excès d'optimisme, mais parfois par un excès d'optimisme qui — de la part des administrateurs — n'était pas désintéressé, avaient immobilisé ses fonds.

Alors d'un bout à l'autre des États-Unis, chacun eut en mémoire la grande croisade morale de M. Roosevelt dénonçant la corruption des financiers, trop souvent de connivence avec les banquiers.

On vit alors que, dans un pays, le culte exclusif du dollar détruit le dollar. La haute probité morale —, qui ne va jamais sans quelque mépris du dollar —, est le fondement du crédit, dont les dollars dépassent en nombre les dollars de matière..., d'or ou d'argent. Pour un pays pris dans l'ensemble, la haute probité morale a un équivalent brutal en dollars or. Jamais on ne vit dans un plus grand éclat cette vérité.

La crise morale conduit, plus ou moins tôt, plus ou moins tard, mais inévitablement à une crise de crédit.

La crise américaine est d'abord une crise morale, la crise morale s'est traduite par une crise de crédit, la crise de crédit s'est traduite par une crise monétaire, c'est sa forme visible, tangible : ses conséquences commencent à être et surtout seront la crise commerciale et la crise industrielle.

Donc, d'un bout à l'autre des États-Unis, les particuliers se

présentèrent pour retirer leurs dépôts des banques, ils en retirèrent une partie proportionnellement insignifiante, mais qui semble avoir dépassé — on n'a aucune donnée précise — le milliard de francs.

Les espèces retirées ne furent redéposées dans aucune autre banque. Réellement, d'un bout à l'autre des États-Unis, toutes les banques suspendirent leurs paiements en espèces, c'est-à-dire qu'elles suspendirent leurs paiements. Elles ne les suspendirent pas tout à fait, elles payèrent un peu, pour le principe, mais limitèrent, à leur fantaisie, les retraits de chaque client à ses besoins appréciés comme physiquement indispensables, et encore! Si la loi avait été appliquée à la lettre, toutes les banques auraient été mises en faillite. Il y eut un « moratorium » tacite. Très peu de banques furent mises en faillite. Celles-là seules furent mises en faillite où les abus avaient été trop criants, relevaient de l'autorité de justice, ou dont l'actif était trop nettement, trop ostensiblement avarié.

Le numéraire, par rapport au chèque, au crédit en banque, fit une prime qui a oscillé de 1 à 5 p. 100. Sur certains points, la vie économique du pays a été comme suspendue. La cause du mal, l'immobilisation d'une partie de l'actif des banques, a produit un effet qui à son tour a réagi sur la cause; là où une partie de l'actif était immobilisé, presque tout l'actif, du fait de la suspension des affaires, s'est trouvé immobilisé. Le 1er janvier 1908 a marqué le retour aux paiements en espèces : la prime sur le numéraire a disparu. Mais tout ne sera pas fini pour autant.

Le côté pittoresque de la crise est macabre. Le « New-York Herald » du 4 décembre nous apprenait que, dans une seule semaine, il était mort à New-York de maladie de cœur 69 personnes de plus que pendant la semaine correspondante de 1906; les médecins rejetaient sur la crise la responsabilité de ce supplément de morts. On voit d'ici pour l'ensemble du pays quel supplément de morts! Ces morts sont ceux qui ne voulaient pas mourir. Combien d'autres ont voulu mourir! Les suicides se multiplièrent.

Aux États-Unis, tout se fait à crédit : on comprend ce que peut être une crise des banques.

Pendant une période de prospérité presque ininterrompue,

depuis l'élection de Mac Kinley en novembre 1896, les dépôts dans les banques (nous comprenons sous ce titre les Caisses d'Épargne) avaient progressé, faisant dans les dernières années des bonds de cinq milliards de francs par an, jusqu'au chiffre d'environ 60 milliards de francs. Sur ces 60 milliards, en chiffres ronds, 25 milliards sont à échéance ou à préavis et 35 milliards à vue[1]. Le nombre des banques est de plus de 10 000.

La grandeur des dépôts dans les banques s'explique jusqu'à un certain point par la richesse des États-Unis : en 1906, les importations de marchandises se sont élevées à 6 603 millions de francs et les exportations à 8 991 millions de francs, la production agricole en une année a été de 35 milliards de francs, la production industrielle et minière, de 90 milliards de francs[2].

Nous ne ferons pas aujourd'hui l'histoire de la crise américaine : nous demanderons simplement pour cette fois à la crise américaine une occasion favorable de philosopher.

Dans ce qui suit, nous chercherons, en analysant philosophiquement la notion de crise, à ouvrir quelques horizons non pas aux économistes et aux financiers, qui perçoivent ces phénomènes cent fois plus clairement que nous ne les percevons, mais au public, aux simples profanes dont nous sommes, qui cherchent à s'instruire.

Nous commencerons par deux allégories : le « Gentilhomme campagnard » et la « Cité sans monnaie » ; et nous peindrons ce que pourrait être une crise dans un état social tout primitif à ce point de vue que la monnaie n'y existerait pas.

1. La proportion des dépôts à vue par rapport à l'ensemble des dépôts aux États-Unis n'est pas exactement connue.

2. Nous reproduisons sous les plus expresses réserves ce chiffre de 90 milliards de francs emprunté cependant à un interview de M. Fowler paru dans le « New-York Herald ». M. Fowler est le président de la Commission parlementaire des Banques à la Chambre des Représentants. Ce chiffre de 90 milliards est vraisemblablement empreint d'une certaine fantaisie, vu la difficulté d'établir en une matière si complexe des statistiques même approximatives.

I

A une époque très reculée, il était une fois un gentilhomme campagnard qui vivait dans ses terres. Cette époque était si reculée que l'usage de la monnaie était encore inconnu.

Il vivait fort paisiblement. Tout sur ses terres lui appartenait. Les habitants étaient ses serfs : cependant, par condescendance, il les payait à la journée. Les produits de la terre étaient de toute sorte. Des femmes filaient. Le tissage même des vêtements pouvait se faire dans les dépendances du château. Lors des très bonnes années, il pouvait y avoir si grande abondance de revenus en nature qu'on songeait alors à un emploi un peu large de la portion du revenu en nature non consommée. Cette portion du revenu en nature constituait en réalité des capitaux disponibles en nature. On embauchait donc des ouvriers des villages voisins ou des aventuriers de passage, on les payait avec les capitaux disponibles en nature qu'ils consommaient en partie sur place et dont ils emportaient le reste, soit pour le consommer ailleurs et plus tard, soit pour l'échanger contre d'autres produits. Entre temps, le travail de ces ouvriers avait servi à transformer des capitaux disponibles en nature en un capital fixe en nature : tantôt c'était un pré sec irrigué, tantôt une lande inculte épierrée, tantôt un fonds de marais assaini, ou bien un étang creusé pour emmagasiner les poissons.

Ces tâches diverses appartiennent à des catégories différentes : le champ soigneusement épierré pourra se couvrir d'épis l'année suivante ; rien n'empêche que le pré, où de multiples petits canaux auront été creusés pendant les mois d'été, ne donne

dès septembre un supplément de nourriture aux troupeaux; mais la vigne plantée ne donnera ses fruits que dans quatre ans; une plantation de bois ne sera bonne à couper que dans vingt ans ou plus. Voilà donc bien des manières de capital fixe en nature, dont pas une ne commencera à la même date qu'une autre à faire rentrer dans le grenier ou dans la cave de notre gentilhomme campagnard une recette nette en nature. Ainsi ces fixations de capital sont, suivant la catégorie, à rendement plus ou moins différé.

Ces fixations de capital pourront d'ailleurs réussir ou ne pas réussir; toutes les plantations ne poussent pas; la vigne a des caprices terribles; un barrage d'irrigation peut être emporté. Notre gentilhomme en sera quitte pour avoir tout simplement augmenté son patrimoine moins qu'il ne pensait.

Et cependant nous allons voir que ce gentilhomme antérieur à la monnaie, antérieur au crédit, de l'âge du troc le plus rudimentaire et le plus circonscrit, fossile antédiluvien par définition, peut avoir sa crise, tout comme un grand pays contemporain vient de l'avoir.

Au printemps, il était de fort belle humeur; il lui restait beaucoup de blé, d'avoine, de noix, de vins, de fromages, fruits de récoltes précédentes. Il se disait, en se frottant les mains : « Comment viendrai-je à bout de tout cela? car, vraiment, aucune de ces choses ne se conserve indéfiniment. » D'ailleurs, encore une fois, le ciel paraissait le favoriser et les récoltes s'annonçaient bien. Donc, il commença par faire cette année-là des placements temporaires en nature à quelques mois d'échéance. Voici en quoi consistaient ces placements : il substitua à certaines cultures annuelles, demandant peu de main-d'œuvre, des cultures en demandant beaucoup plus, telles que des cultures potagères; dans le même esprit il fit labourer des prés secs et y semer de l'orge; il ne manqua pas de faire donner une « façon » de plus à ses vignes, espérant en accroître le fruit. Ces divers travaux étaient payés en nature sur l'excédent des récoltes précédentes. Les habitants du lieu, grassement payés pour un travail supplémentaire, ne craignaient pas de s'y livrer. Ils s'excitaient à travailler plus vite, travaillaient dans une même journée un plus grand nombre d'heures; les femmes et les enfants qui les années précédentes se tenaient à l'écart

des dures besognes, s'en mêlaient maintenant. Enfin les aventuriers de passage, les étrangers, qui, chassés de leur pays par la faim, cheminent sur les grandes routes du monde, ne manquaient pas d'offrir leurs bras à notre gentilhomme qui les accueillait favorablement.

C'est alors que prenant confiance, et comme les provisions accumulées pendant les saisons précédentes lui paraissaient inépuisables, notre gentilhomme entreprit presque au même moment le desséchement d'un marais, la plantation d'un bois, celle d'une vigne et l'épierrement d'une lande caillouteuse; il se mit enfin en tête de bâtir un nouveau village afin de fixer sur ses domaines de nouvelles familles de travailleurs.

En présence d'une pareille transformation de capital disponible en nature, en capital fixe en nature, notre gentilhomme, qui se voyait déjà devenu très riche — en nature, — ne se sentit pas de joie. Rien que la vue de ses ouvriers le grisait. Il prit dès lors une grande estime de lui-même, occupa à son service particulier un plus grand nombre de gens, augmenta sa basse-cour et son gibier, sema de fleurs des parterres inimitables; enfin il commença de s'édifier une demeure nouvelle. Ce fut le couronnement. Il n'avait même plus l'excuse, dans l'excès de ses entreprises, de convertir des capitaux disponibles en nature en capitaux fixes en nature. Il gaspillait tout simplement ses capitaux disponibles en nature; il les consommait en vérité : c'était comme si, devenu un Gargantua gigantesque, il eût mangé indéfiniment son blé à même son grenier, bu son vin à même sa cave.

Or qu'advint-il?

Vers la fin de l'été, il s'aperçut que ses provisions, ses réserves de blé, de vin, de tous les produits dont l'abondance faisait son orgueil, autrement dit, que ses capitaux disponibles en nature s'épuisaient. Que faire cependant? Allait-il arrêter la construction d'un barrage entrepris à mi-hauteur, au risque de voir les crues du printemps prochain détruire un travail qui, trop faible encore par lui-même, ne manquerait pas de céder sous l'effort? Que deviendraient, avec les neiges de l'hiver, les maisons sans toiture qu'il destinait aux nouveaux habitants de ses domaines? La chose à moitié finie meurt et emporte avec elle toute trace du travail humain qu'elle représente.

Ce fut terrible. Notre gentilhomme sacrifia brutalement certains chantiers : il fit la part du feu. Ailleurs il put achever tant bien que mal. Nous ne parlons ici que des œuvres utiles, destinées à la mise en valeur plus complète de ses domaines. Car de ce qui avait trait à son superflu, il n'était même plus question. Un à un, il avait renvoyé tous les gens attachés à son service personnel ; ses pelouses étaient à l'abandon ; les herbes envahissaient ses parterres ; sa nouvelle demeure, dont il avait dessiné lui-même le plan avec tant d'amour, en était restée aux fondations. Tout de suite, à la première alerte, c'était de là sans la moindre hésitation qu'il avait retiré les ouvriers. Il s'agissait bien maintenant d'éclat, de vanité, de confortable !

Cependant, les ouvriers mangeaient toujours... Il en était venu à craindre qu'il ne lui restât pas assez de blé, de maïs dans ses greniers, de vin dans ses caves, de lard dans son garde-manger pour payer les travaux courants et indispensables de la saison prochaine. Il avait dû sacrifier beaucoup de moutons et de bœufs, car il fallait de la viande. Il se désolait de voir ainsi diminuer son troupeau et se demandait si, l'année suivante, il ne lui faudrait pas laisser des terres en friches, faute de bœufs au labourage.

Voilà donc à quoi aboutissaient son grand, son louable enthousiasme du printemps passé, sa folie de projets et ses enivrements d'action qui lui laissaient pourtant un délicieux souvenir. Toute sa pensée, tout son être avaient vécu alors dans l'avenir, comme transportés sur les ailes d'une fée. Il avait oublié le présent, la terre, le réel. Comment cela avait-il été possible ? Ses parents, dans son enfance, lui avaient bien parlé des crises, comme d'une chose éternellement redoutable ; mais il avait cru que l'humanité, de génération en génération, s'assagissait et qu'il représentait — lui — cette humanité assagie. Les crises, c'était bon pour les vieux ; les vieux avaient vu cela..., comme le déluge. Mais depuis, le monde avait marché et changé, toutes les conditions étaient autres et lui était autre que ses ancêtres. Comme si le monde et les hommes changeaient jamais ! Il le reconnaissait maintenant et faisait un retour sur lui-même, non sans quelque humilité.

L'hiver s'écoula. Quand, au printemps, les travaux des champs recommencèrent, il s'aperçut que ses ouvriers, qu'il avait trop

gâtés l'année précédente, alors qu'il ne regardait à rien et méprisait l'économie, — comme font du reste tous les gens qui ont en tête quelque passion pressante, — avaient conservé, eux, les habitudes prises et restaient très exigeants, insatiables. Il ne s'attendait pas à ce mécompte et dut, bon gré mal gré, épuiser encore ses réserves d'approvisionnements, déjà si réduites, sacrifier encore plus d'une tête de bétail pour fournir à un supplément de salaires en nature.

Aussi, cette année-là, ce qu'il put reconstituer d'économies sous forme de capitaux disponibles en nature, approvisionnements, augmentation du troupeau par l'élève des nouveau-nés, fut-il très réduit. A la moindre apparence de mauvaise récolte, il craignait même de retomber dans une gêne excessive. Ne fallait-il pas cultiver les vignes qui, plantées l'année précédente, ne devaient naturellement rapporter que par la suite ? Il sentait lourdement cette charge. Aussi cette année-là dut-il s'interdire même de légers travaux d'entretien et de réparation qui, exécutés de suite, auraient permis de prévenir pour l'avenir des dépenses autrement grandes. En réfléchissant, après coup, au programme de travaux et d'aménagements qu'il avait tenté de réaliser pendant l'année précédente, — qu'il appelait désormais l'année terrible, — il ne put s'empêcher de songer plus d'une fois à d'autres travaux, à d'autres aménagements, autrement pressants et utiles, bien que souvent plus modestes, qu'il se désespérait de ne pouvoir entreprendre maintenant, dans sa pénurie actuelle.

Les années s'écoulèrent, effaçant les souvenirs cuisants ; il se retrouva à la tête de réserves abondantes de capitaux disponibles en nature ; mais longtemps encore, bien qu'à la force de l'âge, il n'osa en consacrer une partie, toujours modérée, à des travaux d'établissement nouveaux qu'avec une timidité de vieillard.

Les années continuèrent de s'écouler. Cette fois il était vieux tout à fait. Or, un jour, il se promenait dans ses vastes domaines avec ses enfants ; il leur prodiguait les sages conseils et ne manquait pas de les prémunir contre les crises. Enfants et petits-enfants écoutaient avec une sainte terreur. On traversait un bois touffu et l'un des petits-enfants de dire : « Il y a bien longtemps, grand-père, que vous avez dû planter ce bois-là ? » Alors le grand-père répondit : « Oui, mon enfant, c'était

l'année de ma crise. » On passa devant un étang poissonneux et l'un des petits-enfants de dire : « Que de travail il a fallu, grand-père, pour creuser cet étang qui nous donne en si grande abondance de si bons poissons ! » Et le grand-père de répondre : « J'ai commencé de le creuser l'année de ma crise ; j'avais le diable au corps cette année-là ; je n'aurais jamais osé, à toute autre époque de ma vie, me lancer dans une telle aventure : elle a fort bien tourné du reste, à la longue. » Des propos du même genre se reproduisirent devant une grasse prairie, ancien marais desséché, devant une série d'énormes murgers, qui attestaient que des champs entiers avaient été conquis sur la montagne, devant un village devenu peuplé et prospère. Tant et si bien que le vieillard dut reconnaître que la nature en nous rendant fous quelquefois, — moments de folie que suivent les crises, — a parfois ses raisons de derrière la tête.

II

Il y avait une fois une Cité sans monnaie. Tous les comptes s'y établissaient en marchandises. Elle offrait néanmoins une complexité d'industries qui ne le cédait en rien à celle que les Etats-Unis d'Amérique pouvaient offrir en 1907. Elle était isolée du reste du monde, à cela près que des vagabonds venaient, par mer, lui offrir leurs services. A cette époque, existait une grande concentration socialiste. L'administration publique des finances, toute-puissante et devenue si paternelle qu'on n'en craignait pas l'inquisition, ne manquait pas de tenir registre de toutes les recettes et de toutes les dépenses des particuliers. Un nombre incalculable de données venait se condenser dans trois comptes nationaux : le compte « Dépenses de vie courante », le compte « Économies disponibles [1] » et le compte « Dépenses de premier établissement ».

La façon dont ces comptes étaient tenus nécessite quelques explications.

Une armée de travailleurs avec son état-major était occupée à construire des usines, des villes, des lignes de chemins de fer nouvelles, occupée à défricher des terres, à développer et à préparer pour l'exploitation des mines. Cette armée était à la solde du compte « Dépenses de premier établissement. » Les marchandises consommées par elle étaient fournies au compte « Dépenses de premier établissement » par le compte « Économies disponibles. » Les marchandises

1. Notre compte imaginaire « Économies disponibles » joue techniquement comme un compte « Marchandises ».

consommées par d'autres que les travailleurs de l'armée du « Premier établissement » étaient portées au compte « Dépenses de la vie courante » et fournies, aussi bien, par le compte « Économies disponibles ».

Les matériaux employés par les travailleurs du « Premier établissement » étaient fournis au compte « Dépenses de premier établissement » par le compte « Économies disponibles ». Les matériaux, employés par d'autres que les travailleurs du « Premier établissement », pour assurer le fonctionnement et l'entretien des appareils de production existants, étaient fournis, aussi bien, au compte « Dépenses de vie courante » par le compte « Économies disponibles ».

Ainsi l'on voit que le compte « Économies disponibles » où venaient prendre place les moindres stocks de marchandises embrassait aussi bien les marchandises formant fonds de roulement de la vie courante que celles, en excès des besoins de la vie courante, destinées par suite à se fixer dans le compte « Dépenses de premier établissement ». Toutes les productions venaient donc au compte « Économies disponibles », parfois pour en sortir tout de suite, s'évanouir dans les « Dépenses de vie courante » ou se fixer dans les « Dépenses de premier établissement » parfois pour y rester plus ou moins longtemps.

Il n'échappera à personne que ces dispositions comptables, conçues et appliquées par une administration publique très prévoyante, étaient des mieux calculées pour faciliter aux économistes de ce temps-là l'étude des crises.

***

On était à la fin d'une période de prospérité; les économistes se penchèrent sur le compte « Économies disponibles », voici ce qu'ils y virent : beaucoup trop d'articles de luxe, velours, dentelles, chiffons de toute sorte, automobiles de promenade. Ces objets n'étaient transférables au compte « Dépenses de premier

établissement » que dans la mesure très faible où ils étaient requis pour l'excitation au travail du personnel supérieur de « Premier établissement ». Il y avait encore en abondance des aciers, des rails, du cuivre, du plomb et toutes ces marchandises — malgré les apparences contraires — n'étaient pas transférables au compte « Dépenses de premier établissement ». En effet, envisageons par exemple le compte « Premier établissement », rubrique chemins de fer en construction : ces aciers, ces rails, ces cuivres, ce plomb ne sauraient être transférables à ce compte que si, en même temps, se trouvent au compte « Économies disponibles » des quantités proportionnées de cotonnades, de sucre, d'alcool, de farines, nécessaires au salaire en nature des ouvriers qui travailleraient à la construction. Ainsi les marchandises économisées, pour être transférables au compte « Dépenses de premier établissement » doivent former des ensembles harmoniques, en rapport avec les appels de ce dernier compte.

En empruntant une image à la chimie disons que ces ensembles sont des combinaisons. Quand vous mettez dans une terre cultivée en blé de l'azote, de l'acide phosphorique et de la potasse, le plus abondant de ces trois éléments ne sera transféré au blé qu'à concurrence d'une quantité — le solde, l'excès, au delà de cette quantité, étant inutilisable pour cette moisson — réglée par la proportion dans la composition chimique du blé de cet élément avec l'élément le moins abondant dans le sol qui, lui, sera entièrement transféré au blé. Cette image s'adapte à notre cas.

Ainsi il peut se trouver au compte « Économies disponibles » des marchandises non transférables au compte de « Premier établissement » ces marchandises étant en excès par rapport à la proportion requise dans les ensembles appelés par le compte de « Premier établissement ».

On peut donc poser les deux principes suivants :

Dans notre « Cité sans monnaie » la crise éclate parce que le compte « Économies disponibles » est à court de marchandises dues par lui au compte « Dépenses de premier établissement ». Le compte « Dépenses de premier établissement » avait en quelque sorte tiré sur le compte « Économies disponibles » et ce dernier avait en quelque sorte accepté sa traite; il ne

peut plus faire face à ses engagements, il fait faillite. Il y a rupture d'équilibre, il y a crise, la machine économique s'arrête partiellement, des rouages grincent et se brisent.

A ce moment, les marchandises en excès au compte « Économies disponibles » se liquident contre des équivalents très réduits en autres marchandises qui sont appelées à toute force par le compte « Dépenses de premier établissement ».

Ainsi l'on voit — deuxième principe — que ce qu'on appelle surproduction n'est pas une surproduction au sens absolu du mot (l'humanité ne peut produire trop de marchandises) : c'est une disproportion dans la production des différentes marchandises. C'est une rupture d'harmonie dans les productions du monde que la crise, c'est si l'on veut une rupture d'harmonie dans le travail de l'humanité, c'est un organe de production s'hypertrophiant aux dépens des autres, c'est l'harmonie rompue des organes. Si l'on veut voir les choses poétiquement, c'est une épisode de la lutte entre l'Avenir et le Présent, de l'Avenir qui veut venir trop vite, outiller trop vite la terre pour une humanité plus grande, et du Présent qui doit d'abord manger et qui veut jouir. Dans les convulsions de la crise, l'Avenir, sous la forme du compte « Dépenses de premier établissement », appelle à lui tout ce qu'il peut, arrache tout ce qu'il peut au Présent, tout ce que le Présent a légèrement souscrit. Mais le Présent ne souscrira plus. La Chimère dévorante est vaincue et s'affaisse...

***

La crise est venue à l'origine, elle a été rendue inévitable parce qu'on a voulu faire trop vite trop de choses à la fois. Pourquoi cet appétit glouton? N'avons-nous pas vu dans notre première allégorie, celle du gentilhomme campagnard, qu'un propriétaire isolé, étant bien son maître, pouvait et devait même commettre les erreurs dont le dénouement fatal est la crise? Combien plus, à plus forte raison, une grande collectivité? Il faut compter ici avec les impulsions contagieuses, avec ce qu'on appelle la psychologie des foules, qui grandit les erreurs beaucoup plus que proportionnellement au nombre des individus. Il faut tenir compte de ce qu'une collectivité nombreuse et compliquée a naturellement, beaucoup moins qu'un seul homme, l'intelligence claire de ce qu'elle fait. En voici un exemple frappant : notre gentilhomme campagnard, en organisant ses chasses, en semant ses parterres, en s'élevant une nouvelle demeure, se rendait parfaitement compte qu'il travaillait à son superflu. Dans la société, au contraire, ce qui est superflu pour l'un permet à l'autre de gagner son nécessaire et prend forme, à ses yeux, d'utilité pratique : l'entrepreneur, qui construit pour le louer un immeuble dont chaque appartement comporte un loyer de 20 000 francs, ne pense pas une minute qu'il travaille pour le superflu de la société; il ne voit que son utilité, à lui, qui est positive; de même un fabricant d'automobiles. C'est pourquoi, dans les périodes de prospérité, les dépenses de premier établissement, destinées à devenir une source permanente d'aliment à des jouissances de luxe, sont encore beaucoup plus désordonnées que les dépenses de luxe elles-mêmes. Ces dépenses de premier établissement représentent en quelque sorte le produit de la prodigalité multipliée par le calcul et l'avarice. Enfin notre gentilhomme campagnard, quand il entreprenait un travail, ne prenait d'engagement que vis-à-vis de lui-même : il pouvait se délier lui-même de sa résolution. La société n'est pas une : tel qui s'est juré de mener à bien un travail de premier établissement a fait souscrire par d'autres les capitaux, c'est-à-dire la livraison des marchandises nécessaires, et il faudra que les marchandises viennent parce que c'est « son » intérêt. Une, la société se dédirait; à mille têtes, elle est entraînée par une force aveugle; quand la crise est déchaînée, il faut tout de même que la société accouche des entreprises dont les capitaux sont souscrits : on l'accouche au forceps.

Aussi ne nous étonnerons-nous pas que, même dans la Cité sans monnaie, les crises soient déjà terribles.

***

Les suites de la crise, le souvenir que nous avons des aventures du gentilhomme campagnard nous permet de les pressentir.

Le compte « Premier établissement » appelle : je ne parle pas de ces faux comptes de « Premier établissement » destinés à produire les objets d'un luxe éphémère; je parle de ces comptes de « Premier établissement » sérieux qui produiront les objets de force et de vie de la Cité sans monnaie.

Il va falloir au compte « Économies disponibles » rétablir les stocks des marchandises en insuffisance.

Pour ce, on arrête la production des marchandises en excès; on arrête les travaux de premier établissement destinés à multiplier encore la production de ces marchandises déjà en excès; car cette production et ces travaux de premier établissement consommaient des marchandises qui sont en insuffisance. Le malheur est qu'on ne peut procéder du premier coup, en bloc, à ces arrêts de production, à ces arrêts de travaux de premier établissement. Un immeuble de luxe commencé sera toujours bien solidement utile pour le prix que coûteront la toiture à mettre, deux étages à finir. On achève une usine de produits de luxe, dans l'espoir qu'elle pourra changer de destination, ou qu'achevée, elle pourra attendre des temps meilleurs. Afin de ne pas perdre sa mise irrémédiablement, pour jamais, on rajoute. On court après sa mise, course presque toujours fatale. Et d'ailleurs quelles sont les marchandises en excès, de combien sont-elles en excès? La consommation dégringole, comment préjuger du niveau auquel s'établira l'équilibre? toutes les conditions sont bouleversées et houleuses. Et, d'ailleurs, saurait-on même de combien la production d'une industrie doit être réduite, reste à savoir sur lesquels des industriels engagés dans cette industrie pèsera le poids destructeur de la réduction. Certes quelqu'un doit être mangé, comme dans la chanson du petit navire, reste à savoir qui... qui sera mangé. On ne tirera pas à la courte paille, comme dans la chanson du petit navire, mais ce sera une lutte sombre où des agonies soigneusement cachées dureront des mois et où le plus fort

survivra. En attendant, chaque banquier espère pour son client et lui prolonge les crédits, tandis que, naturellement, chaque industriel espère pour lui-même.

Le calme peu à peu se rétablit dans l'angoisse et dans la douleur, la houle diminue.

Ah! comme cela aurait été plus simple et moins douloureux, si, au lieu d'avoir à rétablir les quantités de marchandises en insuffisance au compte « Économies disponibles », indirectement, en en restreignant la consommation, on avait pu en augmenter la production, hausser cette production[1] jusqu'au point où elle se fût trouvée en rapport avec la production des marchandises produites en excès!

Il n'y faut pas songer : les marchandises au compte « Économies disponibles » en insuffisance ne sont pas telles parce qu'on en aurait négligé la production, non, cette production, elle aussi, était tendue à l'excès, mais il y avait des limites rigides. Par exemple, les marchandises en insuffisance étaient des produits agricoles dont la production ne s'enfle pas, à plaisir, aussi vite que la production manufacturière et même minière. Les deux dernières étaient parties en avant, comme des folles, les gros bataillons de l'agriculture n'avaient pu suivre. Ainsi l'équilibre s'était rompu.

Ne disions-nous pas que notre Cité sans monnaie voyait chaque année affluer vers ses rivages, par centaines de mille, des vagabonds en quête de fortune ou de toute espèce de travail et d'emploi? Justement, il n'y a plus au compte « Économies disponibles » de la Cité sans monnaie assez de produits agricoles pour que ces produits eux-mêmes ou transformés par l'échange en d'autres produits puissent payer les hordes de nouveaux venus, indispensables si l'on veut recréer des chemins de fer, par le moyen de ces chemins de fer, recréer des terres accessibles, par le moyen de ces terres accessibles, recréer des produits agricoles.

Ainsi, les choses en étant arrivées à ce point, l'épargne seule pourra rendre à notre Cité sans monnaie des réserves de marchandises, harmonieuses et proportionnées.

1. Pour un pays replacé dans le monde, toute marchandise même de luxe vendue ou vendable à des étrangers équivaut à une production indigène de marchandise quelconque : blé, coton, etc.

III

Les crises naissent, en somme, de l'idée très fausse que se fait à un moment donné, une société humaine de ses économies vraies, de ses économies en nature réellement disponibles. Cette fausse idée l'entraîne dans toutes sortes d'imprudences. Nous avons vu que toutes les marchandises économisées — bien que matériellement là — ne peuvent être considérées comme disponibles, faute de répondre à une destination quelconque pour le moment. Il faut donc faire un choix : on ne peut considérer qu'une partie des marchandises économisées comme formant ce que nous appellerons, en dehors de toute idée de monnaie et d'expression monétaire, des capitaux-réels disponibles.

Intervient alors le symbole monétaire. Il va causer de grandes méprises. Voici comment.

Dans l'état monétaire de l'humanité, il semble qu'il n'est rien de plus réel que les disponibilités qu'on a dans les banques. Eh bien ! non ; ce sont des capitaux-apparents disponibles, qui n'ont aucune relation nécessaire et constante avec les capitaux-réels disponibles, tels que nous les avons définis ci-dessus.

Considérons, pour nous en convaincre, l'origine d'une partie des dépôts dans les banques [1].

Une banque, à un moment donné, avait dix millions de dollars de dépôts et une réserve en espèces de deux millions de

1. Lire à ce sujet la conférence faite par M. E. H. Holden, administrateur délégué de la London City and Midland Bank, à l'Association des Banquiers de Liverpool le 18 décembre 1907, parue en brochure sous le titre « The Depreciation of securities in relation to Gold », éditée par Blades, East and Blades, 23 Abchurch Lane E. C. Londres.

dollars. Elle se dit que pareille somme de réserve n'était pas nécessaire, que le public, loin de retirer ses dépôts, en ajoutait tous les jours, en sorte que les accroissements de dépôts d'une journée permettaient déjà de faire face aux retraits de cette même journée. Elle se dit qu'elle était vraiment bien naïve de conserver pareille somme de dollars improductifs et qu'une réserve représentant 10 p. 100, non 20 p. 100, des dépôts suffirait et, au delà, aux besoins. Alors, elle alla trouver une compagnie de chemins de fer, qui avait des obligations à vendre; elle lui prit pour trois millions de dollars d'obligations. Elle lui dit : « Maintenant vous avez chez moi trois millions de dépôts; venez les prendre quand vous voudrez. » Elle alla ensuite trouver des spéculateurs à la Bourse. Elle leur dit : « Donnez-moi cinq millions de titres; je vais aussitôt, sur cette garantie, vous avancer quatre millions. » Les spéculateurs confièrent les titres et ils se trouvèrent avoir en dépôt à la banque quatre millions. Enfin la banque s'en fut trouver des commerçants et leur dit : « Donnez-moi pour trois millions de vos promesses de payer; cela fait, vous aurez en dépôt chez moi trois millions. »

Quand toutes ces négociations furent terminées, la banque avait toujours deux millions de réserves en espèces, mais elle avait vingt millions de dépôts au lieu de dix. Il était né dix millions.

Voilà la naissance de l'argent.

L'argent naît dans un dépôt.

Le dépôt, une fois créé, est acquis. Il peut être perdu pour la banque qui l'a créé, mais alors, il se retrouve en détail dans d'autres banques. Pour la masse des banques d'un même pays, il reste : c'est de l'argent qui circule.

Ainsi se forment des capitaux disponibles que nous avons de bonnes raisons pour appeler : capitaux-apparents disponibles.

Un excédent d'espèces, un excédent d'or a suffi : l'or est de la graine de dépôts.

Pendant la dernière période de prospérité, de 1897 à 1906, l'or a afflué aux États-Unis, flot de retour de leurs gigantesques exportations de marchandises. Les banques se sont saisies d'une partie de cet or et elles en ont fabriqué des dépôts.

Mais, pour fabriquer des dépôts, il faut deux ingrédients : de l'or — on en avait — et des prêts. Cela suppose une matière sur laquelle on puisse prêter, titres, marchandises, promesses de payer des commerçants et des industriels.

Cette matière, les banques en trouvèrent indéfiniment. Le prêt n'a-t-il pas en lui-même une force qui engendre à nouveau de la matière sur laquelle on peut prêter? On prête de l'argent sur des marchandises; avec cet argent, l'emprunteur fait des marchandises; ainsi de suite.

Cela serait vrai même si le prix des choses ne montait pas. Mais le prix des choses monte. Cette hausse agit de deux manières : en rendant les choses plus précieuses, il semble qu'elle rende les choses et, du même coup, la production des choses plus désirables; elle grise l'activité des producteurs, en double, en triple les effets. Ainsi plus de réalités ne tardent pas à s'offrir aux banques, sur lesquelles elles peuvent prêter. Et plus de vent aussi s'offre aux banques, sur lequel elles peuvent prêter — car, la hausse exagérée d'un titre et d'une marchandise, si vite venue, est bien du vent. — Alors, on le voit, le plus actif pourvoyeur des banques est la spéculation que tout justement elles nourrissent... puisqu'elles lui prêtent.

Un milliard prêté à la spéculation fait monter les prix — en période ascendante de prospérité — sensiblement plus qu'un milliard placé par l'épargne. C'est que ce milliard de la spéculation est mobile; c'est une armée évoluant avec une foudroyante rapidité, avec une foi sans borne, qui engendre un héroïsme — de peu de mérite, — avec une adresse qui lui fait toujours choisir comme objectif les points faibles, les positions mal gardées, c'est-à-dire des titres et des marchandises sur lesquels la hausse est possible, à l'instant qui passe, la plus grande, la plus rapide, avec le moindre effort. Ainsi la hausse, sur tous les points où elle peut pratiquement l'être, est successivement conquise. Une position enlevée reste acquise, bien que les troupes se retirent pour se porter ailleurs incontinent. C'est que les prix se maintiennent par habitude : ils ont comme toute chose humaine une force d'inertie.

Donc nous sommes en présence d'un immense horizon de plus-values : plus-values de titres, d'immeubles, d'usines, de marchandises. Nous sommes aussi en présence d'une immense

horizon de titres nouveaux, d'usines nouvelles, de marchandises nouvelles. Les banques prêtent sur les choses; elles prêtent sur la plus-value des choses, puisque les choses n'existent à leurs yeux que par leur expression monétaire et dans la mesure de cette expression; ce faisant, elles solidifient, matérialisent une partie de la plus-value en forme de dépôts, de capitaux-apparents disponibles.

Qu'on se rappelle maintenant le tempérament des citoyens des États-Unis d'Amérique, leur fougue, leur belle et excessive ardeur en rapport avec les excès mêmes de leur climat, leur vie rapide et changeante, sans racines, qui les fait gens du moment, pour qui l'avenir, comme le passé, demain comme hier, ne sont pas toujours suffisamment sacrés, leur passion exclusive de l'argent qui les hypnotise, les aveugle sur l'argent même, leur individualisme qui fait que chacun tire à soi avec trop peu de sentiment parfois de l'ensemble qui est harmonie, art, vérité, — et l'on comprendra qu'en dix ans d'un « crescendo » presque continuel de prospérité, les États-Unis d'Amérique aient entassé, sous la forme des dépôts dans les banques, une masse de capitaux-apparents disponibles hors de toute proportion momentanément avec leurs capitaux-réels disponibles.

***

Erreur, dira-t-on, « mensonge, faux principes », se récrieront des théoriciens. — « Mauvaise discipline, mauvaise méthode de travail », diront de graves banquiers.

Est-ce si vrai? Écoutons plutôt.

Le grave banquier d'Europe dit à son petit cousin d'Amérique si jeune, si nouveau jeu : « Regardez comment je compose mon actif; regardez, regardez-le. J'ai des traites à plusieurs signatures qui représentent bien réellement de la marchandise en circulation. Et encore, je les choisis, ces traites. Toute marchandise ne m'est pas bonne. Au delà d'une certaine proportion, j'écarte, de parti pris, toute marchandise dont la demande est intermittente ou dont la production, pour le quart

d'heure, me paraît entachée d'excès. Et ce n'est pas encore là le terme de mes sélections. Tout prix n'est qu'une expression fugitive. Il n'est marchandise qui ne puisse baisser. Mon papier couvre de la marchandise. Cela est bel et bien, je ne suis pas satisfait pour autant. Il me faut, en sus de la garantie réelle, la garantie personnelle, et non pas une garantie personnelle illusoire, la garantie personnelle d'un débiteur qui, de tous côtés chargé de dettes, n'ayant qu'un mince avoir, verrait crouler sa fortune à la moindre baisse de ses marchandises, oh que non! la garantie personnelle d'un débiteur bien assis dans ses affaires et dans sa fortune, chatouilleux sur l'honneur, ayant toujours un œil sur ses engagements, l'autre sur son avoir mobilisable et se tenant toujours en deçà de la ligne de sécurité.

» Tels sont les principes immuables qui président à la composition de mon portefeuille commercial.

» J'ai bien un autre portefeuille, un portefeuille de prêts sur titres. Mais ce portefeuille de prêts sur titres qui, si on laissait aller les choses, aurait tendance à se gonfler indéfiniment, je lui impose des bornes sévères, je lui défends de prendre le pas sur mon portefeuille commercial, qui reste mon élément d'actif principal, auprès duquel le portefeuille de prêts sur titres ne doit jamais être que l'accessoire.

» En m'astreignant à faire observer cette proportion, je me fonde sur ce qu'il y a de plus vrai et de plus profond dans le caractère respectif des opérations d'escompte de papier de commerce et de prêt sur titres.

» Le dénouement naturel du prêt sur titre, c'est la vente du titre. Ce dénouement ne s'effectue d'une façon normale, facile et courante, sans entraîner de malaise pour la communauté, que si le comptant relève la spéculation de sa faction fatigante, en lui rachetant le titre qu'elle détenait momentanément, à crédit. Or qui dira la force d'absorption du comptant en telle nature de titres ou même sa force d'absorption globale? Le comptant seul paie le titre — et, ce faisant, dénoue le prêt sur titre — en économies, c'est-à-dire en travail, en marchandises, en une réalité vivante. Et si le comptant, dont les forces, les tendances m'échappent, n'est pas là derrière mon prêt sur titres, en armes pour le dénouer, mon prêt sur titres non plus n'est pas vivant, c'est-à-dire qu'il n'est pas liquidable

sans préjudice pour la communauté et, par contre-coup, pour moi-même.

» Aussi ai-je raison de me défier de toute exagération de mes prêts sur titres, tandis que je vois avec bienveillance s'augmenter mon portefeuille d'escomptes commerciaux. Le papier de commerce n'est que le paravent de la marchandise; convenablement choisie, la marchandise est toujours sûre de trouver preneur.

» Méfiant déjà à l'égard des prêts sur titres, je le suis encore bien davantage et pour les mêmes raisons à l'égard des titres. Je limite mon portefeuille-titres à peu de chose.

» Tels sont les principes grâce auxquels je dors en paix, toujours sûr de pouvoir rembourser mes dépôts, à toute heure, à toute minute. Les capitaux-apparents disponibles, qui sont confiés à ma garde, restent l'expression vraie, fidèle, proportionnée d'or et de marchandises vivantes, toujours transformables en travail humain.

» Et maintenant, petits cousins d'Amérique, banquiers du Nouveau-Monde, que faites-vous?

» Vous accueillez dans votre portefeuille en représentation des dépôts, — c'est-à-dire d'une chose qui pour un banquier est sacrée, — quoi? du papier de commerce à une signature, de simples billets qui, s'ils peuvent couvrir de la marchandise, peuvent aussi couvrir des dépenses de premier établissement ou, pis encore, des dépenses personnelles, des dépenses somptuaires!

» Et de qui achetez-vous le papier? De commerçants et d'industriels qui empruntent dix ou vingt quand ils ont un, qui mettent leur point d'honneur — autre pays sans doute, autres mœurs — dans l'audace de leurs entreprises, comme nos industriels et nos commerçants de France ou d'Angleterre mettent leur point d'honneur dans le respect de la parole donnée, dans l'inviolable sécurité de l'engagement pris.

» Non contents d'une pareille absence de principes dans la composition de votre portefeuille commercial, vous n'imposez pas de limite à votre portefeuille de prêts sur titres, pas davantage à votre portefeuille-titres.

» Mais vous méritiez cent fois ce qui vous est arrivé! Rappelez-vous les principes sacrés de l'éternelle Économie politique, revenez à la saine raison. »

Voilà certes quel pourrait être, à bon droit, le langage d'un sage banquier d'Europe.

Mais, de l'autre côté de l'Atlantique, un banquier pourrait répondre :

« L'argent que nous avons prêté un peu à la légère — nous vous concédons ce point — pendant la période de prospérité, l'argent que nous avons imaginé, si vous le voulez, ne s'est pas évanoui en fumée. Loin de là. Il s'est cristallisé sous la forme d'entreprises. Que seraient devenues nos initiatives sans le crédit facile qu'on nous reproche?

» Vous dites que nous sommes un peuple de fous, que nous n'économisons pas. La vérité c'est que nous économisons autrement que vous ne le faites. Il faut bien que nous ayons économisé puisque nous avons créé, puisque notre pays s'est couvert de mines, d'usines, de chemins de fer, de villes, de champs à perte de vue, là où il n'y avait rien qu'un désert.

» Mais au fait, comment, où, quand avons-nous économisé?

» Tenez, cela doit être ainsi, il nous semble.

» Pendant ces périodes de prospérité excessive, dont vous nous reprochez tant la genèse quelque peu artificielle, nous subissons un entraînement. Alors nous entreprenons des travaux gigantesques; nous jurons d'en entreprendre d'autres et ainsi de suite à l'infini. Nous sommes grisés par les potentialités sans limite de notre pays, — griserie bien naturelle, — grisés par notre activité même. On perd contact avec la réalité, on engage plus, beaucoup plus de dépenses que les économies réellement faites à ce jour et disponibles ne permettent d'en mener à fin. La crise éclate. Force est bien d'économiser. Nos spéculateurs et nos commerçants ou industriels, — nos commerçants ou industriels [1] sont tous plus ou moins des spéculateurs, — sont ruinés ou à peu près. Ils n'ont presque plus de revenus. Ils se privent. Le salut vient de ces privations. L'économie de la nation n'est peut-être que la somme de ces privations qui, prises individuellement, ne sont pourtant pas des économies.

1. Le cas d'un industriel qui, travaillant sur le crédit, force sa production, disons, de bottines en caoutchouc, est identique à celui d'un spéculateur qui achèterait à terme des bottines en caoutchouc en quantité égale à la quantité à produire par l'industriel et à un prix égal au prix de revient — par bottine — de l'industriel.

» A la fin de la période de prospérité, les capitaux-apparents disponibles n'étaient plus qu'un masque creux qu'il restait à remplir de matière réelle et solide. Nous le reconnaissons. Et après?

» Les capitaux-réels disponibles vont se reformer. Les dimensions du masque vont se réduire. Le contenant et le contenu dans un effort commun vont s'adapter. On rentrera dans la vérité. Le pays aura économisé des capitaux-réels disponibles et, comme conséquence, nos spéculateurs, ceux d'hier ou ceux qui leur auront succédé — qu'importent les individus! — verront réapparaître, puis bien vite grossir à nouveau leurs revenus.

» Si l'on y regarde de près, nous plaçons nos économies avant de les avoir faites.

» Vous autres en Europe, vous placez vos économies après les avoir faites; c'est plus terre à terre.

» En dépit des apparences, nous ne sommes pas un peuple terre à terre. Nous relevons de la fantaisie.

» Mais, dites-moi, un système vaut-il mieux que l'autre? On juge des systèmes par leur résultat, on juge de l'arbre d'après le fruit. Nous autres, Américains, nous ne nous embarrassons pas de théories. Dira-t-on que notre pays ne s'est pas développé avec une vitesse prodigieuse? c'est tout ce qu'il nous faut. Le cours des choses chez vous, de l'autre côté, en Europe, est mol et paisible. Nous procédons par à-coups et par saccades. Notre vie économique se déroule comme un fleuve majestueux qui tantôt déborde en lacs gigantesques, tantôt se restreint, s'encaisse, bouillonne et mugit dans des cascades à faire frémir le monde. Est-ce un malheur? ou plutôt n'est-ce pas un fait de nature devant lequel il faut s'incliner? »

***

La crise éclate comme un coup de tonnerre, le décor tombe.

Ce sont les capitaux-réels disponibles qu'on ne voyait nulle part, dont on était près de douter qui, brusquement, font irruption dans le monde de nos perceptions à ce moment où la crise éclate.

Alors on ne peut plus douter.

Ils se montrent avec toute la brutalité du réel. Ils vous bousculent. Ils bousculent tout. On se réveille d'un rêve, le rêve des capitaux-apparents disponibles. Et quel réveil! Pourquoi cela n'était-il pas arrivé plus tôt? C'est que les capitaux-apparents disponibles s'échangeaient entre eux. Titres, immeubles, usines s'échangeaient à des prix fantastiques, mais enfin ils ne faisaient que s'échanger. Le spasme, le déchirement est venu quand il a fallu créer en grand. Auparavant, c'était le badinage des capitaux, le temps des caresses et des promesses. Maintenant l'heure de l'accouchement est sonnée. La nature reprend ses droits. Elle apparaît toute nue, brutale et cruelle. Elle voulait ses fins; elle a attiré les hommes par ses tromperies habituelles, par les charmes et les blandices de la hausse. Des capitaux gigantesques sont souscrits pour des œuvres gigantesques. Mais le badinage est fini. Les capitaux-apparents disponibles doivent s'incarner en marchandises vivantes, en travail humain. La vérité doit reparaître sous la mensongère expression. La vérité, c'est-à-dire les capitaux-réels disponibles.

Avec nos moyens si imparfaits de mesurer et d'exprimer la valeur, la véritable étendue de ces capitaux et la véritable étendue de leur demande n'apparaissaient pas.

Le rapport entre les existences et les demandes d'une marchandise s'exprime par un prix, comme le degré de pression s'exprime par la hauteur du liquide dans le manomètre : les marchandises sont visibles. Le rapport entre les existences et les demandes de capitaux-apparents disponibles s'exprime par le taux de l'intérêt : les capitaux-apparents disponibles sont visibles. Dans l'état d'organisation imparfait de l'humanité, les capitaux-réels disponibles, individuellement visibles, sont collectivement invisibles, indéterminables. Leur demande comme l'étendue de leurs existences à un moment donné est indéterminable.

Cependant un être parfait, qui verrait dans les affaires de l'humanité, connaîtrait ces quantités, et il en connaîtrait le rapport : il y aurait pour lui à chaque moment un taux de l'intérêt des capitaux-réels disponibles. Ce taux, imaginaire pour nous, mais qui existe en vérité, nous conviendrons de l'appeler taux de l'intérêt réel (théorique).

Plusieurs mois avant la crise, le taux de l'intérêt réel (théorique) présente évidemment des phénomènes d'extrême tension, tandis que le taux de l'intérêt des capitaux-apparents disponibles — que nous appellerons taux de l'intérêt apparent — ne présente aucun phénomène de tension extraordinaire et cesse par suite de donner toute indication sérieuse sur la situation vraie. En d'autres termes, avant la crise, l'écart est très grand entre le taux de l'intérêt réel (théorique) et le taux de l'intérêt apparent; la courbe du taux de l'intérêt réel (théorique) est très au-dessus de la courbe du taux de l'intérêt apparent : c'est le moment où le public croit à une extrême prospérité et, trompé par l'abondance des capitaux-apparents disponibles, à une extrême abondance d'argent. Inversement, plusieurs mois avant la reprise industrielle, le taux de l'intérêt réel (théorique) présente des phénomènes d'extrême détente et sa courbe n'est pas très au-dessus de celle du taux de l'intérêt apparent, si même elle n'était pas au-dessous.

L'opposition entre le taux de l'intérêt réel (théorique) et le taux de l'intérêt apparent est une opposition très nette : d'un côté il n'est question que de capitaux-réels disponibles, c'est-à-dire de marchandises considérées en elles-mêmes, de l'autre, il n'est question que de capitaux-apparents disponibles, c'est-à-dire d'une expression monétaire. Rien n'empêche d'imaginer un taux de l'intérêt intermédiaire entre ces deux taux d'intérêt nettement tranchés, un taux de l'intérêt qui serait en quelque sorte la traduction en marchandises du taux de l'intérêt apparent. Nous l'appellerons « taux de l'intérêt, équivalent réel du taux de l'intérêt apparent ».

Supposons qu'il n'y ait plus au monde, en face de l'or intact et irréductible, qu'une marchandise, substance de toutes les marchandises qui existent actuellement, et les remplaçant toutes : son prix traduirait alors à chaque moment le prix moyen de toutes les marchandises existant actuellement. Le prix de cette marchandise idéale unique ou marchandise-substance serait pour l'humanité le nombre représentatif par excellence — de la vie matérielle, s'entend. — Aussi l'appellerons-nous tout simplement : « Nombre représentatif » (quelque chose comme l' « index number » des Anglais).

Plaçons-nous à un moment où le « nombre représentatif » est élevé, c'est-à-dire où le prix de la marchandise-substance est cher, très au-dessus du prix moyen autour duquel il oscille habituellement. Ce moment correspondra évidemment au plein d'une période de prospérité, — puisque prospérité est synonyme de hausse des prix. — Un capital prêté à ce moment sera converti en relativement peu d'unités de marchandise-substance. Si le prêt est à long terme, l'intérêt converti en unités de marchandise-substance au prix moyen de la période couverte par le prêt, sera converti en relativement beaucoup d'unités de marchandise-substance. Le chiffre du capital prêté et celui de l'intérêt stipulé n'étant que des expressions monétaires, on a prêté en fait des unités de marchandise-substance pour recevoir en fait chaque année des unités de marchandise-substance. Le « taux de l'intérêt réel équivalent du taux de l'intérêt apparent » sera la proportion pour cent du nombre d'unités de marchandise-substance perçues en moyenne chaque année au nombre d'unités de marchandise-substance prêtées à l'origine. Au faite d'une période de prospérité, le « nombre représentatif » étant au voisinage d'un maximum, le « taux de l'intérêt équivalent réel du taux d'intérêt apparent » sera donc supérieur au taux de l'intérêt apparent. Peut-être, mais ceci est une simple hypothèse, sera-t-il compris entre ce dernier et le taux de l'intérêt réel (théorique). Inversement, le « nombre représentatif » étant au voisinage d'un minimum, ce qui coïncidera avec le fond d'une période de dépression industrielle, le « taux de l'intérêt équivalent réel du taux d'intérêt apparent » sera inférieur au taux de l'intérêt apparent.

Les variations de l'écart entre le taux de l'intérêt apparent et le « taux de l'intérêt équivalent réel du taux de l'intérêt apparent » sont la trace d'un effort fait automatiquement dans le monde des phénomènes économiques vers l'équilibre. Aux époques de prospérité, quand le chiffre des capitaux-apparents se gonfle, le prix des marchandises se gonfle, atténuant ainsi l'exagération des dépenses, si l'on regarde, sous le signe monétaire, la réalité des choses. Aux époques de dépression, quand le chiffre des capitaux-apparents se contracte, le prix des marchandises, en se contractant lui aussi, atténue la contraction des dépenses, si on regarde toujours, sous le signe monétaire, la réalité des choses.

Ainsi va le monde. Telle est la monotone histoire de l'évolution économique dans tous les temps, dans tous les pays, rythme semblable aux pulsations du cœur humain.

Capitaux-réels, capitaux-apparents! Vérité immanente des choses, mensonge des formes! Pâles formules qui se cachent derrière des amas d'enthousiasmes et d'angoisses humains!

La crise américaine de 1907 est venue rappeler à ceux qui voulaient douter l'éternel recommencement de la vie, dont le costume seul change d'âge en âge, l'éternel recommencement des crises comme des guerres. On se croyait entré dans un port sûr. On avait évité les excès du papier-monnaie, les excès de l'argent métal devenu métal-papier-monnaie. Et voilà qu'on heurte un écueil nouveau, l'excès des dépôts dans les banques qui renferme en lui-même — implicitement — l'excès des virements et des chèques, monnaies éphémères, monnaies d'un jour, monnaies tout de même, monnaies qui peuvent être de mauvaises monnaies ou des monnaies en excès.

***

Peut-on prévoir les crises [1]? Peut-on suivre le cheminement de ces causes souterraines qui, pendant la période de prospérité, préparent, de l'autre côté de cette crête qui est la crise, la période de dépression et inversement?

La seule méthode rationnelle consisterait à suivre les fluctuations des capitaux-réels disponibles et du taux de l'intérêt réel (théorique). Or ces fluctuations nous échapperont toujours. Pratiquement, pour prévoir les crises, on est réduit à des procédés d'un empirisme barbare, mais qui, délicatement maniés, rendent d'immenses services.

1. C'est un véritable et grand service d'intérêt public qu'a rendu M. Jacques Siegfried en signalant dans son article de la « Revue des Deux Mondes » du 15 décembre 1906 l'imminence de la crise. M. Fernand Maroni, dans le « Journal des Débats », a aussi rendu d'immenses services. Personne du reste ne perçoit plus juste et ne rend plus finement que M. F. Maroni les nuances du marché monétaire. M. Arthur Raffalovich, à maintes reprises et, entre autres, dans une lettre admirablement prophétique, adressée en décembre 1906 à un organe financier de la place, montrait la crise américaine comme inévitable.

Nous avons vu que l'imagination, la crédulité, l'avidité humaines, alliées d'ailleurs à un louable appétit d'action, pouvaient conduire, comme dans ces dernières années aux États-Unis, à une fabrication dangereusement excessive de capitaux-apparents disponibles. Par contre, aucun prestige d'imagination ne saurait enfler le stock d'or. Le stock d'or représente la raison. Aussi, quand les capitaux-apparents disponibles, c'est-à-dire le portefeuille des banques ou les dépôts dans les banques — deux termes corrélatifs, — forment une masse hors de proportion avec le stock d'or à la base, a-t-on sujet de s'inquiéter.

D'abord les sages seuls s'inquiètent et prodiguent les avertissements. Le public s'avise du danger quand il est trop tard. A cet égard, cela s'est passé cette fois comme cela s'est toujours passé, comme cela doit se passer par définition, car, si le public prévoyait les crises, sa prévoyance serait un remède préventif. Cependant toutes les crises ont leur physionomie propre. Peut-être, si l'on cherchait à caractériser la crise américaine de 1907, pourrait-on dire qu'elle est particulièrement simple, dégagée d'accessoires, qu'elle est un type de la crise dans toute sa pureté : c'est pourquoi elle est si belle à étudier.

Paris, février 1908.

Coulommiers. — Imp. PAUL BRODARD.


DUPLICATE
0044244037

END OF
TITLE